



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse
et de la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALÉNERGIES PROXI SUD-OUEST (ALVÉA)

38 rue Maurice Utrillo
87000 LIMOGES

Références : UD872024-156r_géorisques
Code AIOT : 0006000356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement TOTALÉNERGIES PROXI SUD-OUEST (ALVÉA) implanté 38 rue Maurice Utrillo 87000 LIMOGES. L'inspection a été annoncée le 17/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agissait d'une visite programmée pour les raisons suivantes : Action locale « Coup de poing » prolongeant l'action régionale menée en 2023 sur le risque incendie au sein des installations de gestion des déchets et l'étendant aux dépôts de liquides inflammables (dans le cas présent cuves aériennes de Gazole Non Routier et de Fuel Oil Domestique pour chargement de camions de livraison), vérification de la situation administrative ICPE suite au développement d'une activité de stockage de bois combustible en deux hangars séparés (bûches / pellets ou granulés), gestion des eaux pluviales et prévention des pollutions accidentelles. Implantation sur site BASOL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALÉNERGIES PROXI SUD-OUEST (ALVÉA)
- 38 rue Maurice Utrillo 87000 LIMOGES
- Code AIOT : 0006001236
- Régime : Déclaration avec Contrôle Périodique par Organisme Agréé
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Géographie :

L'entreprise est implantée au sein d'un secteur mixte (industries, entrepôts, surfaces commerciales, friche d'activités industrielles, artisanales et/ou commerciales, partiellement reconvertie) d'environ 10 ha, s'insérant entre la rue Maurice Utrillo, la ligne ferroviaire « POLT » et l'avenue des Casseaux (ou « Route du Palais », RD29), sur une plateforme industrielle située à environ 650 m à l'est de l'A20. La plateforme de l'entreprise, actuellement cadastrée section 000 CP 01, parcelles numéros 26, 73, 74 et 75, représentant une superficie totale de 18 045 m², est délimitée :

- à l'ouest, par la rue Maurice Utrillo et la cité Raoul Dautry (habitat collectif dense),
- au nord, par un talus siège des voies ferrées principales de la ligne ferroviaire « POLT », puis par la gare de triage du « Puy Imbert » ; le site ne dispose pas d'embranchement particulier,
- à l'est, par le grossiste en boissons Mespoulet Distribution,
- au sud, par le porcelainier de luxe Artoria et par la zone commerciale alimentaire récemment installée sur l'ancienne friche (Magasin Grand Frais et Boulangerie Marie Blachère).

Historique :

La date d'implantation initiale du dépôt n'a pas été retrouvée, mais des courriers de l'Inspection des installations classées font état de la découverte en février 1984 d'un stockage au sein d'une entreprise de négoce en combustible de 240 t de condensateurs aux PCB appartenant à EDF.

Sur la fiche BASOL 87.0002 ALVEA (Ex ÉTABLISSEMENT CHARVET), mise à jour du texte du 22 août 2012, il est indiqué qu'en 1984, sont entreposées des palettes comprenant des condensateurs au PCB et des déchets métalliques pollués par du mercure, ces déchets étant en instance de mise en décharge de classe 1 à Roumazières en Charente. L'activité de ce site ayant été arrêtée, la DRIRE a imposé aux producteurs des déchets, EDF et COGEMA, de faire procéder à leur traitement dans un autre centre (notamment TREDI à Saint-Vulbas dans l'Ain pour les transformateurs). Un décapage des zones susceptibles d'être polluées a été effectué en avril et mai 1985, avec des analyses de contrôle. Tous les déchets présents sur le site ont été enlevés et traités. Dans l'état actuel aucune autre action n'est à prévoir. Depuis ce site a connu différents propriétaires et exploitants. Cette situation est rappelée dans la fiche BASIAS Indice départemental LIM8706035. Le terrain n'est à ce jour grevé ni de SUP ni de SIS.

Concernant le dépôt pétrolier proprement dit, exploité par CHARVET, il a ensuite été exploité par la société SOFT (Sud-Ouest Fioul Total) SNC d'abord sous couvert du récépissé de déclaration n° 5665 du 8 février 1995 pour un dépôt de FOD de 250 m³, puis du récépissé de déclaration n° 5674 du 17 février 1995 pour un dépôt aérien de FOD de 290 m³, un dépôt enterré enfoui de FOD de 90 m³, un stock de charbon en vrac et sur palettes de 120 à 150 t ainsi qu'un dépôt aérien de bouteilles de gaz de 5 à 7 t. Suite à l'extension du dépôt de gaz en bouteilles (tonnage porté à environ 24 900 kg), ce récépissé a été annulé et remplacé par le récépissé n° 5997 du 29 janvier 1997.

La SNC SOFT a changé de raison sociale pour devenir ALVÉA SNC le 29 décembre 2000.

Le dépôt enterré a été supprimé (pompage, nettoyage, dégazage et neutralisation au béton) au printemps 2001. Le nouvel exploitant a précisé une capacité totale de 270 m³ (cuves aériennes : 4 de 40 m³ chacune, 2 de 20 m³ chacune, 1 de 30 m³ pour le fioul et 1 de 40 m³ pour du gazole), le dépôt étant associé à 3 bras de chargement avec pompe de 40 m³/h chacun et 1 bras de chargement avec pompe de 60 m³/h, le débit maximum instantané étant limité à 80 m³/h, par un dispositif d'asservissement électrique, pour le remplissage des réservoirs de stockage ou le dépotage vers les citernes de ses véhicules de livraison, et à un volucompteur de 4 m³/h, pour le remplissage des réservoirs de ses véhicules. Il a aussi mentionné un stockage de butane et propane en bouteilles de 24 t et un stockage de charbon vrac et sacs de 40 t.

Le récépissé n° 5997 du 29 janvier 1997 a alors été annulé et remplacé par le récépissé n° 6958 du 11 septembre 2001. Suite à une nouvelle déclaration (adjonction de 2 cuves de 100 m³ de fioul et une modification du débit de pompage de l'installation de chargement), ce récépissé a été annulé et remplacé par le récépissé n° 7000 du 17 janvier 2002.

Le 12 janvier 2004, ALVÉA SNC a annoncé le transfert de l'activité de distribution de gaz conditionné à la SARL STOGAZ Distribution (AIOT 0006002894). Le récépissé n° 7000 du 17 janvier 2002 a été annulé et remplacé par le récépissé n° 7484 du 19 février 2004, tandis que STOGAZ Distribution s'est vu délivrer le récépissé n° 7485 du 19 février 2004. Cet exploitant a supprimé son dépôt le 6 février 2012, en a informé le Préfet le 16 février 2012, lequel lui en a donné acte le 27 février 2012.

Le dépôt pétrolier ALVÉA a été en parallèle modifié (transfert à mi 2010 de cuves des dépôts d'Eymet (Dordogne, site ayant cessé son activité) et Baraqueville (Aveyron) mais sans modification de l'emplacement des rétentions et avec diminution du volume total du dépôt (cf. point de contrôle relatif aux distances d'éloignement).

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant a demandé le bénéfice des droits acquis pour une capacité totale de 354,90 t et une installation de chargement avec 3 pompes de 36 m³/h chacune (1 fioul, 1 gazole, 1 gazole non routier, le débit maximum instantané étant limité à 72 m³/h, par un dispositif d'asservissement électrique n'autorisant le fonctionnement simultanément que de 2 pompes, pour le remplissage des réservoirs de stockage ou le dépotage vers les citernes de ses véhicules de livraison et pour le remplissage des réservoirs de ses véhicules. Cette demande a été entérinée par la preuve de dépôt n° 2016-0250 du 30 mai 2016. Cette installation n'a depuis pas été modifiée.

La SNC ALVÉA a changé de structure pour devenir une SAS, puis de raison sociale pour devenir la SAS TotalEnergies Proxi Sud Ouest. La télédéclaration de la nouvelle raison sociale a fait l'objet de la preuve de dépôt n° A-1-QOD11E398 du 16 novembre 2021.

Par courrier électronique du 28 juillet 2023, la Ville de Limoges a consulté l'Inspection des installations classées pour une demande de permis de construire d'un « abri tunnel » (toile textile sur structure métallique, entièrement démontable, sans fondation ni béton coulé) destiné à abriter un stockage de granulés de bois sous le seuil de classement.

L'exploitant stocke aussi du bois en bûches sous le seuil de classement dans un hangar fermé à l'autre bout du site. Le jour de la visite d'inspection, la somme des deux volumes entreposés était aussi inférieure au seuil de classement (cf. point de contrôle correspondant).

L'Inspection des installations classées n'ayant pas visité le site dans sa configuration actuelle, a programmé une visite d'inspection sur les thèmes ci-après.

Thèmes de l'inspection :

- Opération « Coup de Poing » Risque incendie & Stratégie de défense incendie
- Eau de surface & Sites et Sols Pollués (Prévention des pollutions accidentelles)
- Statut ICPE des stockages de bois combustibles en bûches et pellets ou granulés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Aucune proposition de suite administrative.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Non classement des dépôts de bois	Décret du 24/09/2020, article 1 ^{er} Annexe Tableau I	Sans objet
2	Dépôt pétrolier, contrôle périodique par organisme agréé	Arrêté Ministériel du 22/12/2008 modifié, article 1.1.2 de l'Annexe I	Sans objet
3	Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, contrôle périodique par organisme agréé	Arrêté Ministériel du 19/12/2008 modifié, article 1.1.2 de l'Annexe I	Sans objet
4	Implantation des réservoirs	Arrêté Ministériel du 22/12/2008 modifié, article 1, 2.1 de l'Annexe II	Sans objet
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 22/12/2008 modifié, article 4.1 de l'Annexe I	Sans objet
6	Détection et protection contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008 modifié, article 4.3 de l'Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu et les moyens de défense incendie respectent les dispositions réglementaires en vigueur. L'exploitant est au courant de l'échéance réglementaire au 1^{er} janvier 2025 d'installation d'une réserve d'émulseur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Non classement des dépôts de bois

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020, article 1 ^{er} Annexe Tableau I
Thème(s) : Situation administrative, non classement des dépôts de bois
Prescription : La rubrique 1532 a été créée par détachement de la rubrique 1530 par le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010, puis modifiée par le décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013 et le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement (applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2021). Son libellé est le suivant : Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ (A-1) 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :

a) Supérieur à 20 000 m³ (E)

b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (D).

Dans le cas d'un dépôt soumis à déclaration, l'arrêté ministériel de prescriptions générales de référence est celui du 5 décembre 2016 modifié relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

Constats : Les règles d'implantation de l'arrêté ministériel précisent que l'installation est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement et que si le bâtiment couvert abritant le stockage est situé à moins de 8 mètres de constructions occupées par des tiers, les éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :

- parois REI 120 ;
- couverture BROOF (t3) ou plancher haut REI 60 ;
- portes EI 30.

Il en résulte qu'on peut considérer que si deux dépôts de bois sont physiquement distincts, chacun d'un volume inférieur au seuil de classement, même s'ils sont distants d'entre eux de plus de 8 mètres, dès lors qu'ils sont présents sur le même site d'exploitation d'un même exploitant, ils constituent un dépôt unique et il convient de sommer les quantités stockées pour déterminer le classement ICPE du site au titre de la rubrique 1532. Les distances ont été vérifiées sur plans et vues aériennes et satellites de sites grand public. Il y a deux dépôts :

– l'un côté talus de la voie ferrée, le tunnel de stockage dans lequel sont entreposés des sacs de pellets, soit en vrac (palettes non filmées) pour une clientèle venant s'approvisionner directement, soit palettisés (palettes filmées), pour des demandes plus importantes de type chaufferie collective livrée par camions. L'exploitant a fourni une fiche technique d'un tunnel similaire installé sur l'un de ses sites en Dordogne, avec les dimensions du tunnel et la description de diverses configurations selon le type de produit (bûches, pellets, « allume-feux »), les calibres et densités pour extrapoler le volume stocké. Pour préserver l'intégrité des conditionnements, seules deux rangées peuvent être superposées. Le volume maximal entreposable ressort à environ 740 m³, donc sous le seuil de classement en 1532-2b),

– l'autre côté rue Maurice Utrillo, un hangar, divisé en garage et stockage de matériels et en entrepôt dans lequel sont entreposées des « bûches » de dimensions « normalisées », palettisées, à raison de quelques dizaines de mètres cubes. Compte-tenu des dimensions modestes du local, de la nécessité de ménager des allées pour la manutention et d'une demande moindre que pour des pellets, le volume maximal entreposé même en période pleine ne serait que de quelques dizaines de mètres cubes, donc sous le seuil de classement en 1532-2b) ; en revanche, l'attention de l'exploitant est appelée quant à la nécessité de ne pas atteindre 260 m³ dans ce bâtiment, faute de quoi l'établissement entreposant alors au moins 1000 m³, deviendrait classé en déclaration sous la rubrique 1530-2b), et serait considéré comme installation nouvelle au regard de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 modifié relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, et donc soumise à l'intégralité de ses prescriptions ; l'exploitant devrait alors déclarer ses installations et prendre les dispositions techniques permettant de se conformer à l'arrêté et/ou solliciter un aménagement éventuel des prescriptions, en particulier en matière de défense incendie.

- les deux édifices sont distants d'entre eux d'environ 70 m,
- le hangar est au plus proche à environ 18 m du dépôt de produits pétroliers, 50 m du poste de chargement-déchargement, 90 m des bureaux et 15 m de la voie publique,

- pour le tunnel, les distances sont de respectivement 20 m, 8 m et 15 m, ainsi que d'environ 30 m de la voie ferrée,
- chaque dépôt dispose de moyens propres (extincteurs) de défense incendie.

L'Inspection des installations classées considère que les conditions sont réunies pour l'existence d'un dépôt de bois non classé en deux parties et dont la présence n'augmente pas notablement les risques pour le dépôt pétrolier et le poste de chargement-déchargement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dépôt pétrolier, contrôle périodique par organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté du 22/12/08 modifié, article 1.1.2 de l'annexe I

Thème(s) : Situation administrative, contrôle périodique par organisme agréé

Prescription :

Préambule : Le dépôt pétrolier a d'abord été classé sous la rubrique 1432 2°b) de la nomenclature des installations classées, le dernier acte administratif mentionnant cette rubrique étant le récépissé n° 7484 du 19 février 2004 ; la nomenclature des ICPE susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses a été modifiée pour tenir compte des dispositions issues de la directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite « Seveso 3 », et du règlement (CE) n° 1272/2008 du 31 décembre 2008 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et des mélanges. Les nouvelles dénominations des classes, catégories et mentions de danger créées par ce règlement ont été introduites progressivement dans le Code de l'environnement par l'intermédiaire de rubriques « 4xxx » dites « Seveso » remplaçant les rubriques « 1xxx », ce qui ne signifie pas qu'un établissement comportant une installation classée au titre d'une rubrique « 4xxx » soit obligatoirement classé « Seveso ». Le classement dépendra du franchissement d'un seuil.

Le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : DEVP1316997D, JORF du 5 mars 2014) a supprimé la rubrique 1432 pour la remplacer par la rubrique 4734 dont le libellé est le suivant :

« Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : ... gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ... » « La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : »
 « 2. Pour les autres stockages : » « c Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC) ».

Dans le cas d'un dépôt soumis à déclaration, l'arrêté ministériel de référence est l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510 ou 4511.

Prescription : 1.1.2. Contrôle périodique (Arrêté du 11 mai 2015, article 29 4°)

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

...

<p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention « le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».</p>
<p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>« Les dispositions du présent point 1.1.2 s'appliquent uniquement aux installations classées relevant de l'une ou plusieurs des rubriques n^{os} 1436, 4330, 4331 ou 4734. ».</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni les rapports suivants établis par la SARL ICC Agence des Auxons 2, rue Irène Joliot Curie 25870 LES AUXONS : N°STR-2015-175 du 15/06/2015 & N°STR-2020-769 du 29/09/2020. Le contrôleur a bien mentionné l'antériorité au titre de la rubrique et déterminé les prescriptions correspondantes de l'arrêté ministériel non applicables à l'installation à la date du contrôle. Chacun des rapports ne mentionne aucune « NCM » (non conformité majeure) ou « ANC » (autre non conformité). La date limite pour le prochain contrôle périodique est le 29/09/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Installation de remplissage ou de distribution, contrôle périodique par organisme agréé

<p>Référence réglementaire : Arrêté du 19/12/08 modifié, article 1.1.2 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, contrôle périodique par organisme agréé</p>
<p>Prescription :</p> <p>Préambule : L'installation sert d'une part à transférer les produits pétroliers depuis les citernes des véhicules de transport appartenant aux fournisseurs, à l'exploitant ou affrétés par ces derniers vers le dépôt, et d'autre part à transférer les produits pétroliers vers les citernes des véhicules de livraison et pas vers leurs réservoirs de carburant (hormis une pompe d'alimentation, mais dans des quantités distribuées sous le seuil de classement au titre de la rubrique 1435).</p> <p>L'installation de remplissage ou de distribution est classée sous la rubrique 1434 1°b) de la nomenclature des installations classées, le dernier acte administratif mentionnant cette rubrique étant le récépissé n° 7484 du 19 février 2004 ; ce classement est toujours d'actualité.</p> <p>Dans le cas d'un dépôt soumis à déclaration, l'arrêté ministériel de référence est l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434.</p> <p>Prescription : 1.1.2. Contrôle périodique</p> <p>Rédaction identique à celle de la prescription du point de contrôle n° 2 mais sans la dernière ligne citant les rubriques concernées par le contrôle.</p>

Constats : L'exploitant a fourni les rapports suivants établis par la SARL ICC Agence des Auxons 2, rue Irène Joliot Curie 25870 LES AUXONS : N°STR-2015-174 du 15/06/2015 & N°STR-2020-776 du 29/09/2020. Le contrôleur a bien mentionné l'antériorité au titre de la rubrique et déterminé les prescriptions correspondantes de l'arrêté ministériel non applicables à l'installation à la date du contrôle. Chacun des rapports ne mentionne aucune « NCM » (non conformité majeure) ou « ANC » (autre non conformité).

La date limite pour le prochain contrôle périodique est le 29/09/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Implantation des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008 modifié, article 1, 2.1 de l'Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie – Règles d'implantation

Prescription :

Préambule : L'article 2 de l'arrêté ministériel précise dans ses quatre premiers alinéas :

« Une installation nouvelle est une installation dont la preuve de dépôt de déclaration est postérieure au 1^{er} janvier 2022. Les autres installations sont considérées comme existantes. »

« Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle déclaration au titre de l'article R. 512-54 du Code de l'environnement postérieurement au 1^{er} janvier 2022. »

« Les dispositions de l'annexe I et du présent arrêté sont applicables aux installations nouvelles. »

« Pour les installations existantes, les annexes II et IV définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes de l'annexe I. »

Prescription : « 2.1.1. Implantation des réservoirs

Les réservoirs sont installés de façon à ce que leurs parois soient situées aux distances minimales suivantes mesurées horizontalement :

- réservoir enterré : à 2 mètres des limites du site ainsi que des fondations de tout local sans lien avec l'exploitation du réservoir ;
- réservoir aérien : à 30 mètres des limites du site.

Les réservoirs aériens peuvent être implantés à une distance inférieure des limites du site en cas de mise en place d'un mur coupe-feu EI 120 permettant de maintenir les effets létaux sur le site. Les éléments de démonstration du respect des règles en vigueur le concernant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Les distances entre réservoirs aériens ne sont pas inférieures à la plus petite des distances suivantes :

- le quart du diamètre du plus grand réservoir ;

<p>– une distance minimale de 1,50 mètre lorsque la capacité totale équivalente du stockage est inférieure ou égale à 50 m³ et de 3 mètres lorsque la capacité précitée est supérieure à 50 m³.</p> <p>Les installations de stockage de superéthanol ne sont pas implantées en rez-de-chaussée ou en sous-sol d'un immeuble habité ou occupé par des tiers.</p> <p>Aucune bouche de dépotage ne débouche en sous-sol ou en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers. »</p>
<p>Constats : L'annexe II indique « 1. Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations existantes régulièrement mises en service ou déclarées avant le 28 juin 2009 selon les modalités particulières précisées dans le tableau suivant :</p> <p>« Les dispositions de l'avant-dernier alinéa du point 2.1.1 sont applicables. »</p> <p>Le dépôt a connu diverses configurations depuis qu'il a été rattaché au Groupe Total (déclaration de SOFT du 14 décembre 1994).</p> <p>La dernière modification importante ayant motivé une nouvelle déclaration est celle intervenue en 2001 (27 et 28 mars, suppression du dépôt enterré, puis déclaration du 23 novembre 2001 parvenue le 29 d'une extension du dépôt aérien ayant donné lieu au récépissé n° 7000 du 17 janvier 2002). Les dimensions et implantations des rétentions en béton armé actuellement en place datent de cette époque. Le volume entreposé avait été porté à 470 m³. La modification intervenue en 2010, si elle avait été portée à la connaissance de Monsieur le Préfet, n'aurait pas été jugée substantielle par l'Inspection des installations classées, laquelle n'aurait pas proposé d'exiger de l'exploitant une nouvelle déclaration, car la diminution du nombre de cuves, si elle a entraîné des capacités unitaires plus élevées, a en revanche conduit à une diminution du volume total à 420 m³, soit - 11 %. L'Inspection des installations classées considère, et c'est ce qui transparaît dans les « sans objet » figurant dans le rapport de contrôle périodique « 4734 » de 2020, que seules les modalités particulières citées en tête du présent point de contrôle sont opposables à l'exploitant. Elles sont de fait respectées, car il n'y a pas de superéthanol sur le site et celui-ci n'est pas implanté en rez-de-chaussée ou en sous-sol d'un immeuble habité ou occupé par des tiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008 modifié, article 4.1 de l'Annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie – Localisation des risques</p>
<p>Prescription : 4.1. Localisation des risques</p> <p>L'exploitant recense et signale, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté un « plan de défense incendie » répertoriant les dispositions organisationnelles et matérielles, daté de janvier-février 2024, sur lequel il est indiqué en bas de page de couverture : « Document confidentiel – non communicable, non consultable par le public cf. instruction ministérielle du 6 novembre 2017 ».</p>

Or cette instruction a été abrogée par la note d'abrogation du 6 septembre 2023 (BO MTES – MCTRCT du 21 septembre 2023) et a été remplacée par l'Instruction du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement (BO MTES – MCTRCT du 22 septembre 2023), qu'il conviendra désormais de citer en lieu et place sur le plan de défense.

Cette observation n'implique pas pour autant de proposition de suite.

Le plan des zones à risque est l'une des annexes à ce plan.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection et protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008 modifié, article 1, 4.3 de l'Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie – Détection et protection contre l'incendie

Prescription : Préambule : identique à celui du point de contrôle n° 4 Implantation des réservoirs.

Prescription : Le 4.3 de l'Annexe II aménage le 4.3 de l'annexe I.

La réserve d'émulseurs prévue au dernier tiret doit être constituée au 1^{er} janvier 2025. Les autres dispositions du point 4.3.1 sont applicables :

« 4.3.1. Dispositions générales »

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil ;

- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;

- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;

- d'au moins une couverture spéciale anti-feu ;

« – d'une réserve d'émulseurs d'au moins 1 mètre cube compatible avec la nature des liquides inflammables stockés. Cette réserve est stockée dans un ou des endroits identifiés et accessibles, notamment par les services d'incendie et de secours. Cette obligation ne s'applique pas aux installations dont tous les stockages de liquides inflammables qui relèvent du présent arrêté sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque à couvrir ou enterrés.

Si les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public, les charges afférentes à la protection contre l'incendie sont réparties conformément à l'article R. 2225-7 du Code général des collectivités territoriales. »

Les dispositions du point 4.3.2. A sont applicables.

« 4.3.2. Dispositions applicables aux stockages aériens en réservoir »

« A. » « Les stockages « en réservoir » aériens de liquides inflammables sont également équipés d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. ». « Ce justificatif est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. ».

« L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévue à l'alinéa précédent. ».

...

« Les dispositions du point 4.3.6 sont applicables au 1^{er} janvier 2024. ».

« A. Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables de ses installations (feu de réservoirs, feu de rétention, feu d'une cellule). ».

« Le plan de défense incendie contient :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation installations, stockages extérieurs, bâtiments. Les plans font figurer l'implantation des murs coupe-feu ;
- les plans des réseaux d'eau prévus à l'article R. 512-47 du Code de l'environnement ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
- le document de recensement des parties de l'installation à risques prévu au point 4.1 de la présente annexe ;

– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 4.3.5 de la présente annexe ;

– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 2.3.5 ;

– la localisation des interrupteurs centraux prévus, lorsqu'ils existent ;

« En cas de détection de fuite ou d'incendie, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. »

« Le plan de défense incendie désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Le plan de défense incendie précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles. ».

« Les documents précisant l'organisation de la première intervention et les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours prévoient notamment comment la ou les personnes compétentes mettent en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :

– l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;

– les opérations de refroidissement des installations voisines et de mise en œuvre des premiers moyens d'extinction ;

– l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées, afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;

– l'accueil des secours extérieurs. »

« Le délai d'arrivée sur site de la ou des personnes compétentes est de trente minutes maximum suivant la détection de fuite ou d'incendie. »

« L'exploitant intègre au plan de défense incendie les éléments justifiant du respect du délai maximal d'arrivée sur site. »

« Les dispositions du A du point 4.3.6 de la présente annexe ne sont pas applicables aux installations contenant uniquement des stockages en réservoirs enterrés ou moins de 10 m³ de stockages aériens de liquides inflammables. ».

« B. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. ».

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. ».

Constats : Appareils d'incendie : l'exploitant a transmis un extrait de plan avec la défense incendie locale émanant de la Communauté Urbaine Limoges Métropole répertoriant le débit, la pression statique, la pression dynamique et la date du dernier contrôle. Le point le plus proche est une bouche à incendie face au n° 5 de la résidence Raoul Dautry située rue Suzanne Valadon.

Son débit de 60 m³/h, sa pression statique de 7,1 bars et sa pression dynamique de 6,2 bars ont été vérifiés le 28 mars 2022.

En traversant le parking, puis une zone d'espaces verts, la partie du stockage la plus proche se trouve à environ 170 m, et la partie la plus éloignée, celle située au plus proche des bureaux à environ 210 m, ce qui fait en moyenne 190 m. Une autre borne se situe aussi à une distance similaire sur la nouvelle zone commerciale. Il sera judicieux de vérifier si elle facilement accessible.

Un point d'eau se situe à proximité des bureaux, soit à environ une soixantaine de mètres du point le plus éloigné du dépôt.

Des extincteurs sont disposés sur l'installation, ainsi que sur celle de chargement-déchargement « 1434 » objet du point de contrôle n° 3, et dans les locaux de stockage de bois objets du point de contrôle n° 1. Les véhicules d'avitaillement et de livraison sont aussi munis d'extincteurs.

L'exploitant a présenté un « plan de défense incendie » répertoriant les dispositions organisationnelles et matérielles, daté de janvier-février 2024, cf. point de contrôle n° 5.

Le stockage étant entièrement situé en extérieur, donc pas de stockage en cellule, et n'entreposant que des liquides inflammables de catégorie C (point éclair vérifié sur les fiches de données de sécurité, > 55 °C suivant norme ISO 2719), les dispositifs de désenfumage et d'extinction automatiques ne sont pas requis.

Il n'y a pas d'entreposage de récipients mobiles.

Les cuvettes de rétention (capacité de 200,95 m³ pour celle associée à un réservoir de 120 m³ de Fioul et à un réservoir de 100 m³ de gazole non routier, capacité de 161,28 m³ pour celle associée à un réservoir de 100 m³ de gazole non routier et à un réservoir compartimenté de 60 + 40 m³ de gazole) sont d'un volume suffisant pour retenir deux heures d'eau d'extinction ; elles sont munies de vannes maintenues en position fermée et une consigne relative à leur utilisation est incluse dans le plan de défense incendie.

Type de suites proposées : Sans suite